



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 45 (2023)

Faits saillants

- ❖ Thaïlande, Philippines : baisse de l'inflation en octobre, à respectivement -0,3% et 4,9% en g.a.
- ❖ Singapour : Lawrence Wong, futur Premier ministre en 2024
- ❖ Indonésie, Philippines : respectivement 4,9% et 5,9% de croissance au T3-2023 en g.a.

LE CHIFFRE À RETENIR

45%

Part des entreprises d'Asie du Sud-Est qui prévoient d'élargir leur chaîne d'approvisionnement en Chine dans les 12 prochains mois

Région

Près de la moitié des entreprises d'Asie du Sud-Est prévoient d'élargir leur chaîne d'approvisionnement en Chine dans les 12 prochains mois

Selon une enquête publiée par la banque HSBC à l'occasion de la China International Import Expo (CIIE) se tenant à Shanghai ce lundi, 45% des entreprises d'Asie du Sud-Est auraient l'intention d'étendre leur chaîne d'approvisionnement en Chine au cours de la prochaine année. L'Indonésie (92%), le Vietnam (89%) et les Philippines (87%) se montrent particulièrement intéressés par le renforcement de leurs réseaux de fournisseurs en Chine. Près de trois quarts (73%) des entreprises anticipent ainsi un renforcement de leur présence en Chine au cours des trois prochaines années. L'enquête suggère que la Chine demeure un acteur clé au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales. Les entreprises manufacturières, notamment celles opérant dans l'industrie alimentaire et électronique, démontrent un intérêt particulièrement marqué pour le pays. L'économie numérique chinoise, le commerce électronique, l'intelligence artificielle et les paiements numériques suscitent également l'intérêt.

Face à la Chine, le Japon se tourne vers l'Asie du Sud-Est pour renforcer son réseau de sécurité

Le Premier ministre japonais Fumio Kishida a conclu une visite de trois jours en Asie du Sud-Est, cherchant à renforcer les liens de sécurité et de défense avec la Malaisie et les Philippines. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts du Japon pour élargir son réseau de partenaires en matière de sécurité, compte tenu des inquiétudes croissantes concernant la montée en puissance militaire de la Chine. La Malaisie et les Philippines devraient bénéficier du nouveau programme d'aide militaire lancé par Tokyo, avec un accent mis sur la sécurité maritime. Des discussions sur un accord d'accès réciproque avec les Philippines ont également été formellement lancées, marquant une évolution significative dans la politique de sécurité de la région.

Indonésie

Léger ralentissement de la croissance au T3 2023

Au troisième trimestre 2023, le PIB indonésien a ralenti à 4,9% en g.a. (après 5,2% au T2 2023), portant la croissance des 9 premiers mois de l'année à 5,1%. La croissance trimestrielle s'explique à 52,6% par la consommation privée (+5,1% en g.a.) et à 40,8% par le commerce extérieur. Cependant, les exportations continuent de reculer, de 4,3% en g.a. au T3 2023 (-2,8% au T2 2023), en raison de la baisse des prix mondiaux. Elles restent supérieures aux importations, qui enregistrent une baisse de -6,2% en g.a. au T3 2023 (+3,1% au T2 2023). Ainsi, malgré un recul de la consommation publique, qui a enregistré une baisse de -3,8% en g.a. au T3 2023, après une forte croissance au T2 2023 (+10,6%) – historiquement les dépenses publiques sont réalisées aux T2 et T4, les facteurs intérieurs ont contrebalancé le ralentissement du commerce extérieur. Par ailleurs, l'investissement a progressé de 5,8% en g.a. au T3 2023 (+4,6% au T2 2023). Les autorités indonésiennes maintiennent leurs prévisions d'une croissance de 5,1% en 2023, légèrement inférieure aux 5,3% enregistrés en 2022. Cette projection est en ligne avec celles des principales institutions internationales : 5,0% pour le FMI (octobre 2023) ; 5,0% pour la Banque Mondiale (octobre 2023) ; 5,0% pour la BAsD (septembre 2023) et 4,7% pour l'OCDE (septembre 2023).

Réduction du taux de chômage et progression du secteur formel

Résultats de l'enquête nationale Sakernas (M de personnes) :

	Août 2021	Août 2022	Août 2023
Population en âge de travailler (15 ans et plus)	206,71	209,42	212,59
Population active	140,15	143,72	147,71
(1) Ayant un emploi	131,05	135,30	139,85
<i>(a) Dans le secteur formel</i>	53,14	55,06	57,18
<i>(b) Dans le secteur informel</i>	77,91	80,24	82,67
(2) Au chômage	9,10	8,42	7,86

La population en âge de travailler s'élève à 212,6 M de personnes en Indonésie en août 2023, dont 69,5% forme la population active. Et parmi cette population active de 147,7 M de personnes, 139,9 M avaient un emploi en août 2023. Ce nombre d'actifs ayant un emploi a progressé de 4,6 M par rapport à 2022 et de 8,8 M par rapport à 2021, ces nouveaux emplois sont partiellement absorbés par le secteur informel, qui représente 59,1% des actifs ayant un emploi en août 2023, contre 60,1% en février 2023. Aussi, le taux de chômage s'est réduit à 5,3%, soit 7,9 M de personnes, contre 5,9% en 2022 et 6,5% en 2021. Pour rappel, le budget voté pour 2024 ambitionne un taux de chômage entre 5,0% et 5,7%.

Malaisie

Décélération de la production industrielle au T3

L'indice de production industrielle malaisien (IPI, cvs) enregistre en septembre un recul de 0,6% en g.a. avec une nouvelle baisse de la production des industries extractives (-5,2%), pétrole et gaz essentiellement, et le ralentissement de celle du secteur manufacturier (+0,6%). Sur le 3e trimestre 2023, la croissance de l'IPI ralentit ainsi à +0,9% sur un an (après +1,7% au T2). Elle est essentiellement soutenue par la demande interne, la production destinée à l'export chutant pour le deuxième trimestre consécutif (-2,4% après -1,6%). Le secteur électronique en particulier voit sa production baisser à nouveau, de 2,4% (-1,5% au T2). L'impact sur l'emploi apparaît limité, le taux de chômage continuant à se réduire (3,4% au T3 contre 3,5% au T2) avec une participation au marché du travail en hausse continue (70,1%, soit +0,1 pdb par rapport au T2).

Report de la date de dépôt des propositions pour le projet de LGV Kuala Lumpur-Singapour

La société publique MyHSR Corporation a annoncé le 7 novembre le report de la date limite de réponse à l'appel à manifestation d'intérêt (RFI) sur le projet de LGV Kuala Lumpur-Singapour du 15 novembre au 15 janvier 2024. Le schéma de financement envisagé est de type DFBOT (Design, Finance, Built and Transfer), sans financement et garantie de l'Etat. Le projet n'a pas été évoqué avec Singapour lors de la rencontre des dirigeants des deux pays le 10 octobre dernier selon les autorités malaisiennes.

Singapour

Le calendrier de la transition politique se précise

Au pouvoir depuis près de 20 ans, Lee Hsien Loong a annoncé son intention de passer le relais à Lawrence Wong l'année prochaine, apportant ainsi plus de clarté au processus de succession politique longtemps retardé à Singapour. Après cette transition, Lawrence Wong dirigera le Parti d'action populaire (PAP), seul parti au pouvoir depuis l'indépendance, lors des prochaines élections générales prévues avant novembre 2025. Lee Hsien Loong a ajouté que la succession devrait avoir lieu d'ici le 21 novembre 2024, à l'occasion du 70ème anniversaire du PAP. Lawrence Wong devrait donc devenir le quatrième Premier ministre de Singapour depuis l'indépendance.

La MAS lance un programme pilote pour inciter les assureurs à investir dans des projets verts en Asie

La banque centrale de Singapour (MAS) a lancé un programme pilote visant à faciliter les investissements des assureurs dans des projets d'infrastructures durables en Asie. L'objectif de cette initiative est de familiariser davantage les assureurs avec les investissements verts et de les encourager à allouer une partie de leurs portefeuilles à des projets de décarbonation. Le programme pilote évalue des mécanismes de gestion des risques, des réglementations adaptées au niveau de risque et des initiatives de renforcement des compétences. Le Vice-Premier ministre et ministre des Finances, Lawrence Wong, espère que cette démarche incitera les assureurs à jouer un rôle clé dans la transition de la région vers un bilan carbone net zéro.

Singapore Airlines enregistre un bénéfice record de plus d'1 Md USD sur 6 mois

La compagnie aérienne nationale de Singapour a annoncé ce mardi un bénéfice net record de 1,44 Md SGD (environ 1,06 Md USD) pour les 6 mois se terminant le 30 septembre, enregistrant ainsi une hausse de 55,4% par rapport aux 927 M SGD (683 M USD) de l'année précédente. Cette croissance exceptionnelle est le résultat d'une demande robuste pour les voyages aériens, stimulée par la réouverture complète de la Chine, de Hong Kong, du Japon et de Taiwan. Les recettes ont également augmenté de 9% pour atteindre 6,8 Mds USD. Malgré ces succès, des défis subsistent, notamment la baisse de la demande de fret aérien due aux tensions géopolitiques et des pressions inflationnistes sur les coûts hors carburant.

Vietnam

Le Vietnam réinscrit sur la liste des pays sous surveillance pour manipulation de leur devise des Etats-Unis

Le Vietnam vient d'être réinscrit dans la « liste de surveillance » des politiques de change dans le dernier rapport semestriel sur les politiques macroéconomiques et de change des principaux partenaires commerciaux du département du Trésor américain. Figurent toujours sur cette liste la Chine, l'Allemagne, la Malaisie, Singapour et Taiwan. Parmi les critères que le Trésor américain regarde, le Vietnam en a dépassé deux : excédent commercial bilatéral de biens et de services avec les Etats-Unis (105 Mds USD au cours des 12 mois écoulés entre juin 2022 et 2023) et excédent du compte courant (4,7% du PIB en juin 2023, dépassant le seuil de 3%).

Le Premier ministre néerlandais au Vietnam avec une délégation d'entreprises de semi-conducteurs

En visite officielle au Vietnam (pour la troisième fois) les 1er et 2 novembre 2023, le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, était accompagné d'une délégation d'une trentaine d'entreprises dont plus d'une dizaine issue du secteur des semi-conducteurs. Les décisions d'investissement sont encore peu nombreuses : seul BE Semiconductor Industries (BESI), un équipementier du secteur, a annoncé un investissement initial de 5 M USD dans la location d'une usine dans le sud du pays - mais au moins deux autres entreprises de la délégation auraient des projets d'investissements concrets dans le pays, ainsi que VDL Enabling Technologies (qui n'était pas membre de la délégation). Cet accent nouveau mis sur les nouvelles technologies intervient alors qu'un nombre croissant de multinationales de l'électronique réorientent leurs investissements depuis la Chine vers les pays de l'ASEAN, dans un contexte de tensions commerciales et géostratégiques entre les Etats-Unis et la Chine. Leader mondial de la lithographie extrême ultraviolette, le groupe néerlandais ASML, qui ne faisait pas partie de la délégation, a ainsi vu ses équipements les plus avancés interdits d'export vers la Chine. Comptant parmi les principaux bénéficiaires régionaux de ces flux, le Vietnam projette de rendre publique sa première stratégie de développement de l'industrie des semi-conducteurs dans les prochaines semaines.

Signes de reprise du marché des obligations d'entreprises

Le marché des obligations d'entreprises du Vietnam a affiché des signes d'amélioration avec plus de 850 M USD d'obligations émises en octobre (en hausse de 50% par rapport à septembre), portant la valeur totale des émissions d'obligations depuis le début de l'année à 8,6 Mds USD. Les secteurs bancaire et immobilier étaient les plus grands émetteurs avec une part de 47,3% et 32,6% respectivement. Vinhomes (principal promoteur immobilier vietnamien) a enregistré le plus important volume d'émission (205 M USD) et SaiGon Capital (société de gestion de fonds) le taux d'intérêt le plus élevé à 12,5% par an. Selon le ministère des Finances, grâce au décret n°08/2022/ND-CP, le marché des obligations d'entreprises a commencé à s'améliorer à partir du deuxième trimestre de l'année.

Thaïlande

Baisse des prix en octobre

En octobre, les prix ont décliné de -0,3% g.a., soit la première baisse du niveau général des prix enregistrée depuis 25 mois. Cette évolution s'explique principalement par la faiblesse des prix de l'énergie (diesel et électricité) favorisée notamment par les mesures de contrôle des prix mises en place par le récent gouvernement (nouveau tarif d'électricité à 0,1 USD par kilowattheure ; coût du diesel plafonné à 0,8 USD par litre). En outre, les prix agricoles et agroalimentaires se sont également réduits (-0,65% sur an), en lien avec la baisse des prix de la viande (en particulier porc et poulet) et des légumes frais qui ont bénéficié de conditions météorologiques favorables l'année passée. Certains économistes (de banques locales, de banques internationales comme Bank of America, et de courtiers) s'inquiètent néanmoins de cette récente diminution des prix, qu'ils interprètent comme le signe avant-coureur d'un risque déflationniste, reflétant le manque de dynamisme de l'économie thaïlandaise, notamment de sa demande domestique en dépit de l'essor du tourisme (consommation affectée par le haut niveau d'endettement des ménages ; faiblesse récurrente de la demande d'investissement domestique). La plupart des observateurs économiques s'attendent ainsi à un taux d'inflation proche de zéro sur les deux prochains mois. Sur l'ensemble de l'année 2023, les dernières prévisions de la BoT (11 octobre) anticipent un taux d'inflation moyen de +1,6% (après +6,1% en 2022).

Révision à la hausse de la croissance 2024 par le FMI

Le FMI vient de réorienter à la hausse la croissance du PIB en 2024, à +3,6% contre +3,2% dans son dernier rapport d'octobre, considérant que la Thaïlande devrait bénéficier d'une demande extérieure plus soutenue (contribuant à augmenter les exportations) tandis que la consommation privée resterait robuste, tirée notamment par l'essor continu du tourisme. Dans ce contexte plus favorable, le FMI préconise que les autorités thaïlandaises poursuivent leur politique de consolidation fiscale, en trouvant les moyens d'augmenter les recettes fiscales et en améliorant l'efficacité de la dépense publique, ce qui permettrait notamment d'augmenter et de mieux cibler l'investissement public. Dans le même temps, le Fonds recommande de mettre en place des mesures fiscales ciblant les groupes de population les plus vulnérables comme les titulaires de la carte d'assistance sociale, qui bénéficient le moins de la reprise actuelle.

Modernisation du secteur automobile

La Thaïlande va bénéficier d'un nouvel investissement chinois dans le secteur des véhicules électriques, avec l'annonce récente du groupe chinois SMOGO d'établir une usine de production de motos électriques dans l'« Eastern Economic Corridor ». L'investissement se hisserait à environ 300 M USD pour produire jusqu'à 150 000 unités par an. Ce nouvel investissement découle de la politique de modernisation du secteur automobile promue par les autorités thaïlandaises, qui après avoir annoncé le prolongement des aides au développement de l'industrie des véhicules électriques, souhaitent également promouvoir l'investissement des constructeurs automobiles dans l'automatisation et la robotique, tant pour les entreprises déjà présentes que pour les futurs entrants, au travers de nouveaux avantages fiscaux (réduction de 50% de l'impôt sur les sociétés pour des investissements réalisés sur 3 ans ; exemption de taxe de 100% sur le capital investi pour les projets utilisant des machines automatisées pour au moins 30% de la production totale de véhicules).

Philippines

La croissance du PIB atteint 5,9% au 3e trimestre 2023

Au T3-2023, les Philippines enregistrent une croissance de 5,9% en glissement annuel, en nette hausse par rapport au T2 (+4,3%), portant la croissance depuis le début de l'année à 5,5%. Les principaux secteurs contributeurs à la croissance sont le commerce de détail et de gros et la réparation de véhicules à moteur (+5,0%), les activités financières et d'assurance (+9,5%) et la construction (+14,0%). Les dépenses de consommation finale des ménages augmentent de 5,0%, tandis que celle de l'Etat augmentent de 6,7%. Afin d'atteindre l'intervalle cible de croissance fixé par le gouvernement entre 6% et 7% pour l'année 2023, l'activité économique devra croître d'au moins 7,2% au T4. Selon le ministre de la Planification socio-économique, Arsenio Balisacan. Cet objectif peut toujours être atteint, malgré les défis causés par les tensions géopolitiques et la persistance de l'inflation, via notamment une accélération de la dépense publique en fin d'année.

L'inflation ralentie à 4,9% en g.a. en octobre

La hausse du niveau général des prix atteint 4,9% en g.a. au mois d'octobre 2023, soit un niveau bien inférieur à celui enregistré au mois de septembre (+6,1%) et inférieur aux prévisions de la banque centrale (5,1% à 5,9% pour le mois de septembre). Depuis le début de l'année, l'inflation atteint 6,4% et s'inscrit donc bien au-dessus de l'intervalle cible fixé par le gouvernement entre 2 et 4%. Le ralentissement de l'inflation observée au mois d'octobre est principalement lié à la décélération de la hausse des prix des denrées alimentaires et des boissons alcoolisées (+7,0% contre +9,7% en septembre), qui représentent 37,8% du panier de consommation, ainsi que des prix de l'hôtellerie et de la restauration (+6,3% contre +7,1% en septembre).

Cambodge

Lutte contre le changement climatique

Selon le Rapport sur le climat et le développement du Cambodge (CCDR), publié par la Banque mondiale, le Cambodge peut atteindre ses objectifs de développement tout en luttant contre le changement climatique. Il peut réduire son exposition et sa vulnérabilité au changement climatique, en réorientant sa trajectoire zéro carbone et son économie afin de saisir les nouvelles opportunités offertes par la transition verte mondiale. Le rapport indique que sans mesures d'adaptation et d'atténuation appropriées, le changement climatique pourrait coûter jusqu'à 9% du PIB du Cambodge d'ici à 2050. Le taux de pauvreté pourrait augmenter de 6 points d'ici à 2040. Pour parvenir à la neutralité carbone en 2050, le gouvernement s'engage à faire des réformes dans les secteurs de l'énergie, de la construction, des transports, de l'industrie, de l'agriculture ou encore de la gestion des déchets. Le ministère des Mines et de l'Énergie souhaite développer rapidement les énergies renouvelables (solaire surtout, éolien aussi, hydraulique encore). Outre les investissements directs, cela nécessitera aussi d'investir le réseau de transport électrique (amélioration de l'automatisation et de la téléconduite ainsi qu'interconnexion avec les réseaux des pays voisins). Le ministère des Mines et de l'Énergie souhaite d'ailleurs accélérer les travaux nécessaires.

Lutte contre la déforestation et exportation vers l'UE

Le nouveau règlement de l'UE sur les produits sans déforestation (EUDR), qui s'appliquera dès fin 2024 à tous les produits importés dans l'UE ou exportés hors d'UE, pourrait affecter les exportations cambodgiennes de produits tels que le caoutchouc et les produits du bois (meubles). Selon l'EuroCham (Cambodge), de nombreux agriculteurs locaux n'ont pas la capacité technique de répondre aux exigences de la nouvelle réglementation qui devrait permettre aux acheteurs de retracer les origines de marchandises. L'EuroCham estime néanmoins que le règlement rendrait les marchés et le secteur des produits forestiers plus transparents et durables. Le Cambodge devrait adopter des modèles commerciaux durables, le non-respect des nouvelles réglementations affecterait la compétitivité du Cambodge sur le marché européen. Au cours des neuf premiers mois de cette année, le Cambodge a exporté 242 304 t de caoutchouc sec (+3,5% par rapport à la même période de 2022). Toutefois, la valeur de ces exportations a baissé de près de 10% à 355,6 M USD, selon la direction générale du caoutchouc du ministère de l'Agriculture.

Laos

Renouveau... du déficit commercial

Après avoir dégagé des excédents commerciaux au cours des 4 dernières années, l'année 2023 devrait se solder par un important déficit commercial. Au cours des 9 premiers mois de l'année, derniers chiffres publiés, le déficit commercial atteint 675 M USD. La dépréciation forte de la valeur du kip (17% depuis un an et 50% depuis 2 ans), la hausse des cours du pétrole et des prix de nombreux produits dans un contexte international défavorable expliquent cette évolution. On note également un recul des exportations

laotiennes, avant même l'effet négatif de la dépréciation du kip. Cela n'est pas une bonne nouvelle alors que la situation extérieure du Laos reste difficile et que les mesures prises par les autorités laotiennes peinent à contenir l'inflation ou la valeur de la monnaie.

Retour des touristes, à suivre

Alors que le Laos avait accueilli 4,8 millions de touristes internationaux en 2019, il en a accueilli 1,3 million en 2022. Pour les 9 premiers mois de l'année, le chiffre est de 2,4 millions. Même si on est loin des chiffres d'avant crise, la progression est notable... pour un pays pour lequel les recettes en devises tirées du tourisme sont capitales. Pour 2024, se basant sur cette tendance positive, sur le fait que le Laos assumera la présidence de l'ASEAN et que 2024 a été désignée Visit Laos Year, le ministère du Tourisme table sur 4,6 millions de visiteurs étrangers, proche des niveaux d'avant crise. Toutefois, comme dans les pays voisins, les recettes touristiques ne suivent qu'imparfaitement en raison d'un moindre retour des touristes hors ASEAN. Ainsi, en 2019, les recettes touristiques avaient été de 935 M USD. Pour 2024, le ministre du Tourisme vise des recettes de 712 M USD.

Une communauté d'affaires dynamique

Du 8 au 10 novembre, les conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF) ont organisé le Forum économique France-Laos à Vientiane (avec extension à Savannakhet). Il a été ouvert par MM. Malaithong KORMASIT, ministre, de l'Industrie et du Commerce et Olivier Becht (en vidéo), ministre délégué au Commerce extérieur. L'événement a réuni 140 entreprises françaises et EFE – y compris de pays voisins – ainsi que laotiennes. Il a offert aux participants une meilleure compréhension du marché et de l'économie, et des échanges entre entreprises. Deux accords ont également été signés entre entreprises françaises et laotiennes. L'ambassadrice de France, Siv-Leng Chhuor, a également remis au président de la Chambre nationale laotienne de commerce et d'industrie la lettre matérialisant la demande de création de la Chambre de commerce et d'industrie France-Laos. La CCIFL devait être officiellement créée en début d'année prochaine. Dans le même temps, les CCEF du Laos ont complété leur demande de création d'un comité Laos.

Birmanie

Aide socio-économique de l'Inde

Un protocole d'accord (MoU) a été signé le 6 novembre entre le Myanmar et l'Inde portant sur les projets à impact rapide (QIP). Le gouvernement indien mobilisera 150 000 USD sur 3 projets identifiés : pompage solaire pour l'approvisionnement en eau dans les villages touchés par la sécheresse dans le centre du pays, bibliothèque électronique départementale, électrification de villages ruraux par de petites éoliennes dans le canton de Kungyangon à Yangon.

Continuité de la coopération économique sino-birmane

Dans le cadre du corridor économique Chine-Myanmar (CMEC) de la Nouvelle Route de la Soie, les autorités birmanes ont lancé un appel à manifestation d'intérêt (EOI) pour la réalisation du projet de port en eau profonde dans la zone économique spéciale de Kyaukphyu, à l'ouest du pays. Par ailleurs, un accord a été signé le 7 novembre entre la Chine et le Myanmar pour l'achat d'électricité produite à partir de trois projets de centrales solaires situés dans les régions centrales de Magway et Mandalay. Développés par « Power China Resources », leur capacité totale est de 90 MW.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Esmā LAOUADI, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr